

LES SACRIFIÉS

Bulletin mensuel de la Fédération des Victimes du Nazisme enrôlées de Force



N° 2 / 1971

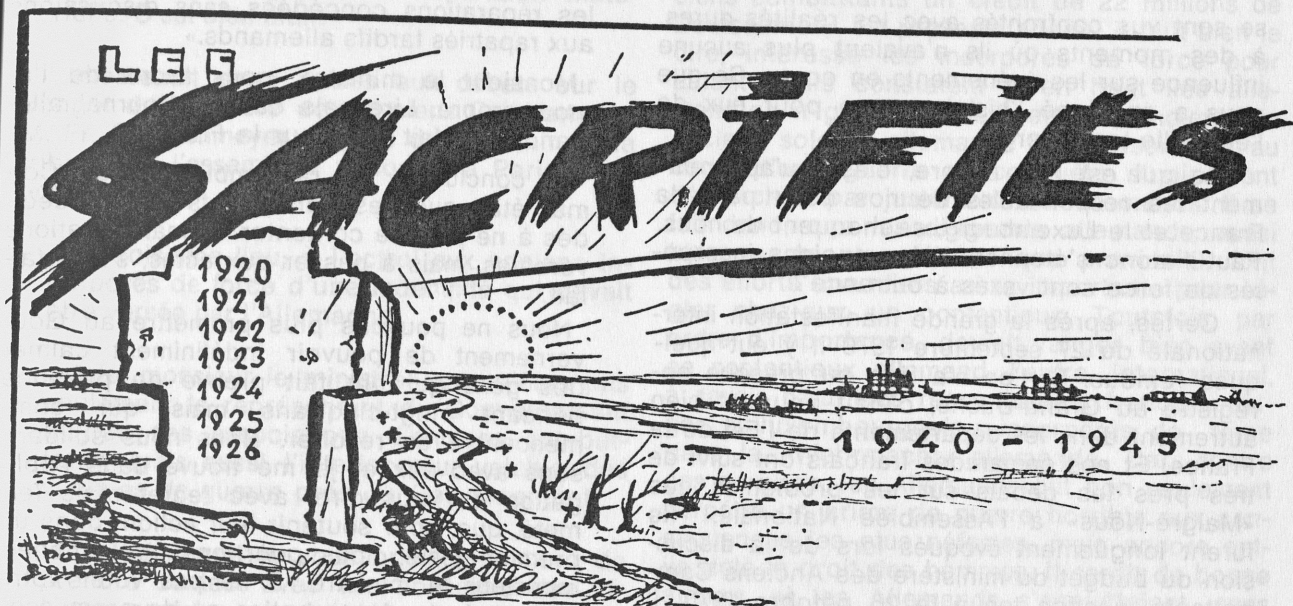
11e année

Prix: 8,- frs lux.

Abonnement: 60 frs

**Monument
aux
Morts
Lintgen**

Rédaction:
9, rue du Fort Elisabeth
Luxembourg



Tirage 10 000

Aus dem Inhalt

Jahresbericht der Elternvereinigung.

Das Europa Hitlers

15 Jahre L.L.M.I.G. 1940-1945

A propos d'une revendication de la L.L.M.I.G. 40-45

Auch eine Statistik

Nécrologie

Lettres à la rédaction

Bina und der Krieg

Och eng Spicht vum Rénert

Kreizwé vu Kröstdäg bis Neijär.

Fédération des Victimes du Nazisme Enrôlés de Force a.s.b.l.
Siège: Luxembourg, 9, rue du Fort Elisabeth. — Case postale 17 — Luxembourg-Gare
C.C.P. 313-29

Rédaction du bulletin mensuel «Les Sacrifiés», Luxembourg, 9, rue du Fort Elisabeth Case postale 17 — Luxembourg-Gare

Monument National — C. C. P. 319-10

Fonds d'Action — C.C.P. 210-49

La Fédération représente:

l'Association des Parents des Déportés Militaires Luxembourgeois, Secrétariat 21, rue du Fossé, Luxembourg, C. C. P.

59-02 ● la Ligue Luxembourgeoise des Mutilés et Invalides de Guerre 1940-1945, Case postale 382 — Luxembourg-Ville, C. C. P. 286-33 ● l'Amicale des Anciens de Tambow, Secrétariat: Kleinbettingen, 12, rue de la Gare, C.C.P. 240-07 ● l'Association des Enrôlés de Force Victimes du Nazisme, Secrétariat: Luxembourg, 9, rue du Fort Elisabeth Case postale 17 — Luxembourg Gare, C.C. P. 313-24

Tant va la cruche à l'eau qu'à la fin elle se brise

Le comité de la fédération internationale des victimes du nazisme enrôlées de force s'est réuni le samedi, 30 janvier dernier à Colmar. (H.-Rhin.) Y étaient présents: L'ADEIF du Haut-et du Bas-Rhin, l'association des Anciens Combattants «Malgré-Nous» de la Moselle, l'amicale des Anciens de Tambow (groupements d'Alsace et de Lorraine) et la Fédération luxembourgeoise des V.N.E.F.

On se rappelle que lors du rassemblement de 14.000 incorporés de force à Colmar — (Après coup, voici l'occasion pour rectifier le chiffre avancé par nous au bulletin No 10/70. Nos camarades alsaciens nous ont pu confirmer qu'après tout compte fait ils avaient dénombré un peu de plus que 14.000 personnes réunies au théâtre en plein air à Colmar.) — la résolution présentée et adoptée à cette occasion prévoyait une date limite pour l'aboutissement des pourparlers sur les justes revendications des anciens incorporés de force à la «Wehrmacht» allemande.

En effet au dernier alinéa de cette résolution on pouvait lire:

«Les «Malgré-Nous», incorporés de force, et «Anciens de Tambow» d'Alsace et de Moselle, lors de leur réunion tenue à Colmar le 27 septembre 1970 avec leurs camarades luxembourgeois, ont décidé, qu'à défaut de résultats tangibles jusqu'au 31 décembre 1970, les comités directeurs se réuniront dès la première quinzaine de janvier 1971 pour arrêter définitivement la nature et le calendrier des mesures que la situation commandera.»

Ceci était clair et net. Mais de toute évidence, en haut lieu on n'a pas pris au sérieux cette sorte de langage. Tant pis! Fini maintenant tous les avertissements. Fini tous ces rassemblements monstres à caractère paisible! Au bout également la patience! De tout temps les politiciens ne se sont rendus compte de ce qui se passait autour d'eux, que lorsqu'ils

Imprimerie Hermann, Luxembourg

se sont vus confrontés avec les réalités dures, à des moments où ils n'avaient plus aucune influence sur les événements en cours. Ce que nous a enseigné l'histoire reste pour eux de l'éternelle terre vierge.

Ce qui est pire encore, c'est qu'apparemment les responsables de nos deux pays, la France et le Luxembourg, se moquent de nous. Faut-il donc s'étonner, si les anciens incorporés de force sont vexés à outrance?

Certes, après la grande manifestation internationale du 27 septembre 1970 il y eut quelques remous. Si l'on n'a rien ou presque enregistré au Grand-Duché, c'était pourtant bien autrement dans les départements de l'Est de la France. Et nos camarades français ont suivi de très près les débats sur les problèmes des «Malgré-Nous» à l'Assemblée Nationale. Ils furent longuement évoqués lors de la discussion du budget du ministère des Anciens Combattants, séance tenue le 26 octobre 1970. Il y eut de nombreuses interventions des députés d'Alsace et de Lorraine. Ainsi le Dr. A. Westphal, député du Bas-Rhin, dit au cours de son discours:

«J'en arrive au quatrième et dernier point, celui de l'indemnisation des victimes de la violation du droit des gens. Les incorporés de force, les prisonniers des camps spéciaux demandent à être considérés comme des victimes du nazisme et indemnisés. Vous connaissez le problème. (M. Westphal s'adressa à M. Duvillard, ministre des anciens combattants et victimes de guerre.) Moi aussi, car il me préoccupe depuis plusieurs années. Nous ne sommes pas seuls, les Belges et les Luxembourgeois ayant formulé la même revendication.

C'est évidemment le gouvernement de Bonn qui devrait mettre les moyens financiers à la disposition du pays demandeur.

Une action diplomatique est engagée, semble-t-il. C'est du moins l'impression qui se dégage de la réponse faite par le ministre des affaires étrangères à une question écrite publiée le 4 juin 1970 au Journal officiel, page 2222, sous le numéro 10497. Cette réponse, je la connais, car j'étais l'auteur de la question.

Je conteste formellement la position du ministre allemand des Affaires étrangères qui voudrait différer le règlement de ce contentieux jusqu'au règlement définitif du problème des réparations. C'est absolument inadmissible et nous demandons à notre gouvernement d'être ferme, énergique, intransigeant en ce domaine. Se rallier à la thèse allemande signifierait renvoyer le règlement aux calendes grecques.

C'est d'autant plus inadmissible qu'un journal allemand, le «Badische Tageblatt», a consacré, le 9 octobre 1970, un article à la situation des «Malgré-Nous». Au sujet des Français prisonniers dans les camps russes, il est écrit: «Aujourd'hui encore, ils attendent

les réparations concédées sans discussions aux rapatriés tardifs allemands.»

Monsieur le ministre, nous avons de l'amour-propre. Lire cela dans un journal allemand nous fait mal pour la France!

La conclusion du rassemblement de Colmar était que ses participants étaient décidés à ne plus se contenter de manifestations verbales, mais à passer aux actes, s'il le fallait.

Nous ne pouvons plus promettre au Gouvernement de pouvoir indéfiniment calmer des gens qui ont fait preuve de patience pendant vingt-cinq ans mais qui commencent à se révolter. Nous nous solidarisons avec eux et je me trouve dans l'obligation de vous dire, avec regret mais fermement, que, pour soutenir leur action, dans un premier geste, nous pourrions être amenés, monsieur le ministre, à ne pas voter votre budget, faute de garanties ou de promesses formelles de votre part. Et quand je dis «promesses», j'écarte celles qui sont similaires à l'annonce de la suppression de la majoration de l'impôt!»

Et voilà qu'à faute de «promesses formelles» les députés des départements de l'Est de la France, et qui appartiennent à la majorité gouvernementale, n'ont effectivement pas voté le budget du ministre des Anciens Combattants et des victimes de guerre.

Autre chose qui se dégage de ce qui précède est, qu'en France nos camarades sont informés sur «l'action diplomatique engagée» auprès de Bonn par les gouvernements français, belges et luxembourgeois. Nous Luxembourgeois, en savons bien peu. Chez nous règne le silence absolu. «Top secret!» Tout ce que le ministre des Affaires Etrangères luxembourgeois, Monsieur Gaston Thorn, a daigné nous passer comme information, est que le mémorandum des trois gouvernements, français, belge et luxembourgeois a été remis au gouvernement fédéral allemand par les ambassadeurs respectifs à Bonn, au cours du mois d'octobre 1970.

Mais peu importe! Si nos gouvernants ne sont pas à même d'intervenir énergiquement auprès des dirigeants du gouvernement fédéral allemand pour obtenir les moyens financiers en dédommagement des anciens incorporés de force, qu'ils le fassent donc en grevant les crédits nécessaires sur les budgets nationaux.

Mais bien avant d'entamer cette procédure, il faut reconnaître sur le plan national le droit à réparation morale aux incorporés de force. Ceci ne pourra se faire en France et en Belgique que par une loi spéciale, et au Luxembourg par l'amendement de la loi sur les dommages de guerre du 25 février 1950. Car, il ne faut jamais perdre de vue que les incorporés de force revendiquent avant tout une réparation morale et enfin

comme suite logique, la réparation matérielle. C'est bien clair.

Intervenait entre autres aux débats sur le budget du Ministère des Anciens Combattants, M. Fr. Grussenmeyer, député du Bas-Rhin. A la tribune de l'assemblée nationale à Paris il dit entre autres:

«En troisième lieu, à l'octroi aux anciens incorporés de force d'une indemnité qui devait être versée par l'Allemagne.

Mais, monsieur le ministre, vous n'êtes pas seulement le représentant du Gouvernement auprès des associations d'anciens combattants, mais aussi l'interlocuteur valable des victimes de guerre près du Gouvernement.

C'est pourquoi je vous prie instamment de prendre contact avec vos collègues des affaires sociales, de la défense nationale et des affaires étrangères en vue de trouver rapidement une solution aux problèmes en suspens depuis deux décennies.

A propos de l'indemnité à verser par le gouvernement allemand, je voudrais appeler votre attention, monsieur le ministre, sur un article paru dans le «Pfaelzer Tageblatt» le 1er octobre 1970, indiquant que le docteur Lang, ministre des finances de Hesse, avait confirmé que tous les gouvernements provinciaux de la République fédérale allemande avaient donné leur accord pour que soient indemnisés les ex-prisonniers de guerre.

D'après cet article, pourraient prétendre à une indemnisation les prisonniers de guerre astreints au travail et n'ayant pas obtenu de salaire durant leur détention, ainsi que ceux qui pourraient apporter une justification de la saisie d'objets personnels de valeur.

Les gouvernements provinciaux ont prévu un crédit de 22 millions de Deutschmark pour cette opération, et cette somme serait mise à la disposition de l'office nationale des anciens combattants à Bonn-Bad-Godesberg. A mon avis, le gouvernement de Bonn peut difficilement continuer à ignorer le problème de l'indemnisation des incorporés de force, victimes du nazisme, alors qu'il envisage **uniquement** d'indemniser ses propres ressortissants qui ont été prisonniers de guerre.»

Cette partie du discours de M. Grussenmeyer, reproduite ci-devant, est au moins à un point fort révélatrice et bien significative pour nous. Ainsi nous constatons que Bonn est quasi forcé par les gouvernements provinciaux allemands à indemniser les ex-prisonniers de guerre puisque les «Laender» ont mis à la disposition de l'office national allemand des an-

ciens combattants un crédit de 22 millions de Deutschmark. La présente affaire, il faut bien le dire, intéresse les incorporés de force pour autant qu'ils constatent qu'en haut lieu allemand on n'ignore pas les pertes financiers des anciens soldats allemands faits prisonniers au cours d'une guerre de conquête stupidement déclenchée par justement les Allemands. Il se fait donc, que les dirigeants allemands, aussi bien sur le plan fédéral que provincial, font des efforts financiers assez importants pour régler chez-eux un contentieux. Toutefois, par ordre d'importance, devrait ranger bien avant ce contentieux allemand, l'autre, international, à savoir celui des ressortissants français, belges et luxembourgeois, incorporés de force dans la «Wehrmacht» allemande. Car, contre ces derniers, les Allemands ont non seulement perpétré un crime de guerre horrible aux conséquences les plus néfastes, mais encore ont-ils violé le droit des hommes. Il serait de bonne augure, si les Allemands s'acquittaient, sans plus tarder d'avantage de la dette envers des ressortissants de trois pays européens, qu'ils sollicitent en aide morale et matérielle chaque fois qu'ils se trouvent en difficultés sur d'autres plans internationaux.

Entre négociateurs la mise et l'offre sont d'usage. On nous a fait croire que ceci a été fait. A quoi bon donc attendent les responsables en politique internationale pour mener à bout les négociations entamées? Nous autres attendons depuis un quart de siècle.

Dans une société qui reconnaît l'imprescriptibilité du droit à la vie, à la santé et à la justice, il n'est pas de mise, après vingt-cinq ans, de méconnaître plus longtemps les sacrifices et les souffrances des victimes d'un crime de guerre. Si, au contraire, et abstraction faite des Allemands, les politiciens de nos jours, aussi bien ceux de la France, de la Belgique que ceux du Grand-Duché de Luxembourg, n'avaient pas la bonne mémoire de ce qui se passait réellement entre 1939 et 1945, il faudrait que nous le leur rappellions. Qui donc a payé un aussi lourd tribut à la défaite que justement les incorporés de force et cela encore dans des conditions particulièrement dures, en une période où ils avaient nettement l'impression d'être abandonnés de tous. Malheureusement, nous, les incorporés de force luxembourgeois, avons bêtement prêté confiance à la voix lointaine et trompeuse qui nous incitait depuis Londres pendant les sombres heures de domination allemande. Ce n'était que bien tard, hélas! que nous devions réaliser: On s'était raillé de nous! Et maintenant, c'est fini! Assez de provocations! Nos responsables en politiques l'auront voulu ainsi. A force de braver le danger, ils finissent par y succomber. Ceux qui nous croyaient preneurs sans jamais payer, se seront lamentablement trompés.

A coup sûr, il y en a maintenant qui s'interrogent sur ce qui adviendra. Eh bien! Il ne

Jahresbericht der Elternvereinigung

Zum ersten Mal wurden die Beiträge nicht mehr durch unsere Vereinigung sondern durch die Sektionsvorstände unserer Enrôlés de Force «Ons Jongen» erhoben. Somit sind alle Eltern jeweils Mitglied der für ihren Wohnort zuständigen Sektion der Zwangsrekrutierten. Allerdings besteht die Eltern-Vereinigung weiter aber ohne eigene Kasse. Wir hoffen, daß allen Eltern die Monatsschrift «Les Sacrifiés» zugestellt wird. Sollte dies in der Vergangenheit nicht der Fall gewesen sein, raten wir solchen Personen sich an die «Fédération des Victimes du Nazisme enrôlés de force», Postfach Nr. 2415, Luxemburg-Bahnhof zu wenden, um das Versäumte nachzuholen, oder auf diesem Wege etwaige Unregelmäßigkeiten beheben zu lassen.

Am 15. Juli letzten Jahres fand eine Unterredung statt zwischen Herrn Wurth, Gesandter in Moskau und Regierungsrat Hastert einerseits und den Herren Gretsche, Rodesch und dem Schreiber dieser Zeilen andererseits. Eingangs sprach Herr Wurth über die Möglichkeiten das Problem der Vermißten Luxemburger in Moskau vorzubringen. Die Aussichten auf Erfolg seien allerdings sehr gering. So stünde den Diplomaten nur eine Stelle zur Verfügung, an die sie sich in allen Angelegenheiten zu wenden hätten. In unserem Falle werden die vorgebrachten Wünsche an das Rote Kreuz weitergeleitet. Es besteht kein Zweifel daran, daß die Sowjet-Autoritäten unsere Anfragen mit großem Wohlwollen behandeln. Allerdings haben letztere zu wiederholten Malen bestätigt, in Rußland würde kein Luxemburger zurückbehalten. Falls neue Anhaltspunkte vorlägen, würde sich die Behörde befehligen Nachforschungen anzustellen.

Herr Wurth bestätigte, daß Herr Minister Thorn gelegentlich seines Besuches in Moskau seine Gesprächspartner bat die Volkszählungslisten von 1970 auf die Anwesenheit von Luxemburgern zu überprüfen. Herr Würth ist leidet in Unkenntnis darüber, ob die Zähllisten in Moskau zentralisiert werden, oder ob sie in den verschiedenen Ländern der Sowjetunion verbleiben. Er bot sich an, die Bitte des Herrn Thorn in Moskau zu erneuern, falls wir dies wünschen.

Nachdem die vielen Eingaben der vergangenen Jahre nochmals besprochen worden

6 Les Sacrifiés

Nettoyage à sec Presto
89, rue de l'Alzette - Tel.: 54204
LAVOIR-BLANCHISSEUSE E.D.E.
41-43, rue du Claire-Chêne - Tel.: 54204
Dépôts officiels:
Luxembourg - 105, rue Ad. Fischer - Tel.: 54204
Luxembourg - 95, avenue Guillaume - Tel.: 54204
Luxembourg - 32, rue du Curé - Tel.: 54204
Bettembourg - 4, route d'Esch - Téléphone: 54204

HR

waren, baten wir den Gesandten der Elternvereinigung in Erinnerung zu rufen, daß diese Listen etwa 250 Namen aufweisen werden. Es ist ihm bekannt, wie aus diesen Listen Namen sondert werden und ob dazu die Behälter IBM - oder ähnliche Maschinen verwendet werden.

Nach der Demarche in Bonn in der der deutsche Gräberfürsorge bestellte Familie Blau-Schumann aus Dalheim ihres vermißten Sohnes befindet sich in Hagen. Der Familie Herzog, Kellereisenmacher, wurde das Grab ihres vermißten Sohnes Gaston in Norwegen bestätigt. Familie verlor im Krieg zwei Söhne, ein schwerer Schlag und eine schwere Prüfung.

Im selben Falle befand sich auch Familie Weydert. Herr Weydert war mit Herrn Feyen in Arolsen bei Frankfurt unser Vertreter im Lager für rückkehrende Soldaten, welche auf Intervention Herrn Adenauer aus der Gefangenschaft lassen worden waren. Wir bleiben dankbar über den Tod hinaus dankbar.

Unter vielen anderen Mitgliedern der Elternvereinigung, die das Zeitliche segneten, det sich auch Herr Steichen. Er starb Jahre hindurch dem Rapatriement Nachfolger der Herren Kauffman und hatte er sich ungemein aktiv für unsere Sache eingesetzt.

Ferner starb unser ehemaliger Richter, Herr Rockenbrod. Viele werden sich erinnern und das besonders aus der Zeit seiner Vorträge über Todeserklärungen, schaftsrecht und Vieles andere mehr.

Wir werden zeitlebens all unserer Verstorbenen gedenken und dankbar sein ihre äußerst wertvolle und selbstlose Mitarbeit.

Als weiteren Punkt der Tätigkeit der Elternvereinigung ist sodann ihre Beteiligung an der Diskussionswoche des V.d.H. (Verband Heimkehrer Deutschlands) zu erwähnen.

BERLIN

In der Woche vom 5. bis 12.9.1970 veranstaltete der Verband der Heimkehrer Deutschlands seine 10. Internationale Diskussionswoche in Berlin. Anwesend waren Vertreter der Kriegs- und Nachkriegsgeneration aus 11 verschiedenen Ländern (Finnland, Schweden, Norwegen, Dänemark, Holland, Belgien, Frankreich, Italien, Oesterreich, Deutschland und Luxemburg.)

Aus Luxemburg nahmen Herr René Rodach vom Vorstand der Elternvereinigung, sowie Herr Roland Michel, Rechtsanwalt und Fräulein Nicole Winter, Staatsangestellte als Vertreter der Nachkriegsgeneration an den Diskussionen teil.

Der luxemburgische Gesandte in Bonn entschuldigte sich telegraphisch, da er durch dringende Verpflichtungen verhindert, der Einladung des V. d. H. nicht Folge leisten konnte.

Diese 10. Diskussionswoche stand unter dem Generalthema «Das kleine oder das große Europa.» Es waren durchwegs interessante Probleme die im Laufe der Woche vorgetragen und diskutiert wurden.

Ohne zu behaupten, daß Vorurteile und Mißtrauen (vielleicht besonders was die Kriegsgeneration anbelangt) ganz überwunden und vergessen wurden, so trugen diese Diskussionen und auch das zwangslose Zusammensein dazu bei, menschliche Kontakte herzustellen, welche als Erfolg einer solchen Woche zu werten sind.

In dieser Beziehung möchte ich besonders darauf hinweisen, daß der Leiter der Diskussionswoche selbst auf das Problem der luxemburgischen Zwangsrekrutierten zu sprechen kam. Er bedauerte daß die Forderungen der luxemburgischen Zwangsrekrutierten noch nicht erfüllt wurden und erklärte daß der V. d. H. diese Forderungen sehr wohl als gerechtfertigt anerkenne.

Abschließend möchte ich noch einige Bemerkungen aus der Eröffnungsansprache des geschäftsführenden Präsidenten des V. d. H. Werner Kiessling, erwähnen. Er sagte: «Die Heimkehrer werden die Nation nicht mehr zum Abgott erheben» und weiter, in Bezug auf Deutschland, «Wir sind ein Volk der Mitte. Aufgrund der Erfahrungen der Vergangenheit scheint es mir die Lebensaufgabe, insbesondere der Heimkehrer-Generation zu sein, dafür zu sorgen, daß daraus eine vermittelnde Funktion entsteht. Diese Mittler-Funktion kann allerdings nur erreicht, erfüllt und gehalten werden, wenn Deutschland künftig jeder Versuchung widersteht, eine Führungsrolle oder gar ordnende Macht zu spielen.»

Kassenbericht der Elternvereinigung für 1970

RECETTES 1970	840,—
Virement Caisse d'Ep. au C.C.P.	20.000,—
Report du C. C. P. de 1969	149,—
DEPENSES	16.885,—
Report au C.C.P. 1971	4.104,—

INVENTAIRE

Prime	141,—
Caisse d'Epargne	24.159,—
Intérêts	1.075,—
Avoir au C.C.P.	4.104,—

Für das begonnene Jahr entbietet der Vorstand der Elternvereinigung allen die besten Glückwünsche, viel Erfolg bei bester Gesundheit.

P.S.



Wién war am Joer

1944 zesummen mam

Emile TARAMINI ?

D'Madame Jean Hoffmann-Taramini riicht sech op desem Wé un dén oder déi Letzeburger, déi am Krich mat hirem Bruder zesummen waren, fir Renseignement ze kréin.

Den Emile Taramini, gebuer den 18. Mé 1921 zu Uewerkérgeng (an nôt zu Uewerkuer, wéi irtömlech am lèschte Bulletin stong), an dén och do gewunt huet, war den 26. August 1944 zu Hamburg/Lettow an der Vorbeck-Kasär beim Panzergren.-Jäger-Bataillo'n. Démols sollt hien un d'Front kommen. Zönterhier féhlt all Spur vun him.

Wien irgendwellech Renseignement iwert de vermössten Emile Taramini liwere kann, soll sech un d'Madame Jean Hoffmann-Taramini, 2, route de Luxembourg, Capellen, wennen. All Renseignement, och dat geréingst, kann en Hiweis sin iwert de Verbleiw vun desem Kommerod.

Das Europa Hitlers

AUF DEM WEGE zum Großdeutschen REICH.

Unser Freund Henri Koch-Kent, dessen Buch über die militärischen Ereignisse des 10. Mai 1940 demnächst erscheinen wird, hat uns einen Text zur Verfügung gestellt, den wir nachstehend abdrucken, mit Genehmigung des Herausgebers. Es handelt sich um einen Auszug aus einer Veröffentlichung von Professor Hans-Adolf Jacobsen, «Zur Konzeption einer Geschichte des Zweiten Weltkrieges 1939-1945» (Disposition mit kritisch ausgewähltem Schrifttum, bearbeitet unter Mitwirkung von Joachim Röseler. - Schriften der Bibliothek für Zeitgeschichte, Stuttgart.)

Unter Europa verstand Hitler, wie wir heute wissen, weniger «einen geographischen», als einen «blutmässig bedingten Begriff.» Großdeutschland und damit die Revision des Vertrages von Versailles (1933-1938) sowie die Vormachtstellung des Reiches in Mitteleuropa (1939-1941) waren für ihn im Grunde nur Durchgangsstationen bzw. Voraussetzungen für die große Europakonzeption.» Am 8. Mai 1943 erklärte Hitler den Reichs- und Gauleitern unmißverständlich, das «Kleinstaatengerümpel», das in Europa existiere, müsse so schnell wie möglich liquidiert werden. Das Ziel des Kampfes sei ein einheitliches Europa, das nur durch die Deutschen eine «klare Organisation» erfahren könne. Eine «andere Führungsmacht» gebe es nicht.

Am 25. Januar 1939 hatte Hitler in einer Ansprache vor höheren Offizieren prophezeit: «Diese in Deutschland herangebildete (nationalsozialistische) Führung wird im Laufe nicht von zehn oder zwanzig Jahren, aber von hundert Jahren natürlich eine neue gesellschaftlichen Elite darstellen; sie wird Unzähliges aufnehmen, das nichts taugt, und es wird abfallen; es wird auch hier überall im menschlichen Leben neben Gold selbstverständlich auch Sand zu finden sein, aber im wesentlichen wird sich hier allmählich ein neuer Gesellschaftskern herausbilden, aus politischen Führungsinстинkten heraus. Und wenn dieser Aufbau — sagen wir in hundert Jahren — endgültig in sich gefestigt sein wird und eine neue tragende Gesellschaftsschicht abgegeben haben wird, dann wird das Volk — das ist meine Ueberzeugung —, das als erstes diesen Weg beschritt, die Anwartschaft besitzen auf die Herrschaft Europas — das ist meine feste Ueberzeugung . . .»

Das zukünftige «Großgermanische Reich» — mit Berlin als riesiger «Welthauptstadt» —, ein Phantasiegebilde, das gewiß auch von Vorstellungen des universalen Heiligen Römischen Reiches Deutscher Nation in spezifisch nationalsozialistischer Form genährt wurde, als blockadefestes, autarkes Wirtschaftsimperium,

sollte dem angelsächsischen Weltwirtschaftssystem und zusammen mit der asiatischen Vormacht Japan auch Amerika überlegen sein. Recht und Verfassung hatte einzig und allein der «Wille des Führers» zu verkörpern. Dieses Reich, mit den gewaltsamen Mitteln des autoritären Führerstaates herrschend, wollte alle «Rassenfeinde (Juden) als letzte Konsequenz des Antisemitismus systematisch ausrotten (bis Kriegsende über 5 Millionen vernichtet). Durch den Sieg der «auserwählten Rasse» über das «erwählte Volk Gottes» sollte die natürliche Ueberlegenheit der «Rassenethik» bewiesen werden; war das «theologische Faktum» beseitigt, entstand Raum für die Realisierung des «biologischen Mythos» (Fessard). Die «Minderwertigen» (Kranke und Krüppel) sollten vertilgt (Euthanasieprogramm) und die Unbequemeren (Andersdenkende und Ostvölker) entweder in Konzentrationslager gebracht, wo sie u. a. «fortschrittlichen» Wissenschaftlern als Versuchsobjekte dienen konnten, oder nach Sibirien ausgesiedelt werden. Dem zurückbleibenden Rest der «Fremdvölker» aber war ein Helotenschicksal im Stile extremer imperialistischer Kolonialpolitik bestimmt. Unter anderem hatte z. B. der Reichsführer SS, Heinrich Himmler, in einer seiner Denkschriften über die Behandlung der «Fremdvölker im Osten» gefordert: «. . . Eine grundsätzliche Frage bei der Lösung aller dieser Probleme ist die Schulfrage und damit die Frage der Sichtung und Sichtung der Jugend. Für die nichtdeutsche Bevölkerung des Ostens darf es keine höhere Schule geben als die vierklassige Volksschule. Das Ziel dieser Volksschule hat lediglich zu sein: einfaches Rechnen bis höchstens 500, Schreiben des Namens, eine Lehre, daß es ein göttliches Gebot ist, den Deutschen gehorsam zu sein und ehrlich, fleißig und brav zu sein. Lesen halte ich nicht für erforderlich. Ausser dieser Schule darf es im Osten überhaupt keine Schulen geben . . .»

Die Weiten Rußlands konnten als Truppenübungsplatz für «Manöver mit scharfem Schuß dienen. Anstelle der Grundsätze des Christentums sollten die Ordensregeln der SS treten, da Hitler «die erlösende Lehre von der Wichtigkeit und Unbedeutenheit des einzelnen Menschen» der «christlichen Lehre von der unendlichen Bedeutung der menschlichen Einzelseele und der persönlichen Verantwortung» entgegenstellen wollte. Anstelle einer «ökonomisch privilegierten Oberschicht» sollten Funktionäre aller Parteiorganisationen nach den Richtlinien des «großartigen Vorbilds» — durchdrungen von einer «neuen Sittlichkeit» und vermählt mit besonders gezüchteten «Hohen Frauen» — Geist und Haltung der nordischen Elite, des sogenannten «Herrenvolkes» prägen, das heißt der Vertreter einer «höherwertigen, kulturfähigeren Rasse.» Den Helden des Krieges schließlich mochte als höchster Lohn die Doppelteile winken, die den «germanischen Bevölkerungsnachwuchs» garantieren mußte. Dem Sieg der Waffen hatte der «Sieg des Kindes» zu folgen, wie es Reichsleiter

Bormann Ende Januar 1944 nach einer Besprechung mit Hitler aktenkundig machte.

Noch am 8. Mai 1943 gab Hitler «seiner unumstößlichen Gewißheit» Ausdruck, daß «das Reich einmal ganz Europa» beherrschen werde. Wir werden dafür noch sehr viele Kämpfe zu bestehen haben, aber sie werden zweifellos zu den herrlichsten Erfolgen führen. Von da ab ist praktisch der Weg zu einer Welt-

herrschaft vorgezeichnet. Wer Europa besitzt, der wird damit die Führung der Welt an sich reißen . . . In diesem Zusammenhang können wir natürlich Fragen von Recht und Unrecht überhaupt nicht zur Diskussion akzeptieren . . .» erklärt er. Er sei «fest entschlossen», den Kampf dieses Mal nicht vor 12, sondern unter allen Umständen erst nach 12 Uhr zu beenden.

15 Jahre Ligue Luxembourgeoise des Mutilés et Invalides de Guerre 1940-1945

Die Jubiläumsfeierlichkeiten begannen am Samstag, den 12. Dezember 1970 mit der zur Tradition gewordene Gedenkmesse die Bischof Koadjutor Jean Hengen, um 10,45 Uhr unter Assistenz von Abbé Jean Bichler in der Krypta der Kathedrale zelebrierte.

Unter den Ehrengästen bemerkten wir die Fahnen-Patinnen und Paten, die Damen Esch-Zinnen und Pfeffer-Carl, die Herren Paul Simonis und Dr. René Schröder, Herr Innenminister Eug. Schaus sowie Madame Dr. René Schröder, Herr Innenminister Eug. Schaus sowie Madame Mad. Frieden, Minister für Oeffentliche Gesundheit, die Stadtschöffen Léon Bollendorff und Boy Konen, die Delegation des «Conseil National de la Résistance» mit Vice-Präsidentin Mad. Jacquemard und Herr J. P. Glesener sowie die Vertreter von mehr als 20 befreundeten Organisationen. Nach dem Gottesdienst legte in Anwesenheit aller Teilnehmer und eines Détachements der Armée, Gründungspräsident Jos. Léonardy unter Assistenz des LLMIG-Vorstandes ein prächtiges Blumengebilde unter den Klängen der Sonnerie Nationale am Monument du Souvenir nieder. Zur selben Zeit wurden auch am «Kano'nenhiwel» wo das Monument National errichtet werden soll, Blumen niedergelegt.

Um 11,45 Uhr wurden die Teilnehmer im Stadthaus von Schöffe Léon Bollendorff umgeben von seinen Schöffenkollegen und Gemeinderäten, empfangen. In seiner Ansprache unterstrich Herr Léon Bollendorff den Leidensweg vieler Luxemburger im zweiten Weltkrieg. Als Erinnerung überreichte LLMIG-Präsident René Mantz den LLMIG-Teller an Schöffe Léon Bollendorff. Ein gemeinsames Mittagessen vereinigte die Mitglieder im Festsaal des Restaurant «Pôle Nord» in Luxemburg, wo um 15,00 Uhr die Generalversammlung durch Präsident René Mantz eröffnet wurde.

In seiner Eröffnungsansprache begrüßte der LLMIG-Präsident die erschienenen Mitglieder, besonders Herrn Dr. René Schroeder sowie den Gründungspräsidenten Jos. Léonardy und dankte allen denen, die zur Verschönerung der Feier beigetragen hatten. Nach der Ueberreichung von Ehrendiplomen durch Herrn Jos. Léonardy an die Mitglieder der L.L.M.I.G. wel-

che der Liga seit 10 Jahren angehören, überreichte Herr Jean Bram, Textilgroßhändler in Luxemburg, zum vierten Male dem Präsidenten René Mantz, ein schönes Geldgeschenk. Als Dank für diesen nobelen Gestus überreichte der Präsident Herrn Bram eine Schreibgarnitur mit eingewiewerter Widmung. Nachdem nun Präsident René Mantz einen Ueberblick über verschiedene Detailprobleme der Aktivität gegeben hatte, sprach er über verschiedene Punkte die in nächster Zeit einer Bearbeitung bedürfen, so z.B. die Reduzierung der Kriegsschädenrente bei gleichzeitigem Bezug einer Pension aus der Sozialversicherungsanstalt oder der Privatbeamtenkasse, eine Härte die wohl durch die langjährigen Interventionen u. Bemühungen der Ligue auf fast die Hälfte gemindert wurde, dennoch nicht den Wünschen der Kriegssopfer entspricht.

Diesen Ausführungen, die starken Applaus fanden, folgte der Tätigkeitsbericht des Vorstandes, vorgetragen von Sekretär Léon Renard. Wie immer trug er der Aktivität des ganzen Jahres Rechnung und spiegelte die vielseitigen Leistungen der Liga wieder.

Nachdem der Kassierer Paul Steffen einen ausführlichen und detaillierten Bericht über den Kassenbestand gegeben hatte, dankte Kamerad J. P. Hamilius, der im Namen seiner Mitrevisoren sprach, dem Tresorier für die muster-gültige Führung der Bücher.

Da die Anzahl der Kandidaturen für den Vorstand genau der statutengemäß vorgesehene Vorstandsmitgliederzahl entsprach, konnte auf eine Wahl verzichtet werden. Der Vorstand setzt sich wie folgt zusammen: Präsident, René Mantz; Vize-Präsident, Jean Bichler; Sekretär, Léon Renard; Kassierer, Paul Steffen; Mitglieder, Didier René; Diederich Aloyse; Meyer Jos.; Hurst Fernand; Stein Norbert; Thill Jean; Witlgen Léon; Witry Alfred; Wolff J.P.

Als Kassenrevisoren für das Jahr 1971 figurieren die Kameraden H. Lutgen, H. Nicola u. F. Servé.

An der freien Aussprache beteiligten sich folgende Mitglieder: F. Servé, Georges Flammang, André Frisch, Jean Huss, Pierre Braun, J. P. Hamilius, Math. Bichler und Jos. Hintgen, um

dem Vorstand für die im Interesse der Liga geleistete Arbeit zu danken. Sie wiesen auf die vielen Erfolge die Dank des Einsatzes der LLMIG-Verantwortlichen bis heute erzielt worden sind.

Nachdem der Präsident im Namen des Vorstandes allen Teilnehmern für ihr Vertrauen gedankt hatte, schloß er die in gutem Einvernehmen verlaufene fünfzehnte Generalversammlung.

i.r.

A propos d'une revendication de la ligue luxembourgeoise des mutilés et invalides de guerre 40-45

Dans les derniers temps des controverses malsaines et tout aussi destructives avaient surgi à propos de la rente uniforme destinées à indemniser ceux des enrôlés de force à la Wehrmacht qui ont subi des dommages corporels pendant leur déportation.

Il s'agit en l'occurrence du problème le plus épineux avec lequel la L.L.M.I.G. et le comité de la Fédération des V. N. E. F. se sont vus confrontés depuis les premières heures de leur constitution. Aussi n'a-t-il pas été possible, jusqu'à ce jour, d'obtenir satisfaction dans ce domaine, à savoir: rente uniforme pour les mutilés et invalides de la dernière guerre.

En effet, le problème qui nous préoccupe est d'une rare complexité et ne sera jamais résolu par des demi-mesures, des sortes de accommodages ou modifications de textes empruntés à la loi sur les rentes d'accidents, d'invalidité et de vieillesse. Pour ce faire il nous faudrait, et il le fallait absolument depuis l'année 1945, un paragraphe spécial et explicite dans la loi sur les dommages de guerre. Les antécédents qui conduisaient à la fixation des rentes de dommages de guerre corporels sont assez connus, et nous nous abstenons à revenir là-dessus. Le but de cet article est de dissiper le doute qui surgissait par ci et là parmi nos membres et qui s'interrogent sur la position des dirigeants des organisations en présence en ce qui concerne le problème défini ci-dessus.

Il est bien vrai, et il ne servirait nullement notre cause commune, si l'on voulait nier le fait, que nombre d'enrôlés de force sont devenus victimes d'une certaine confusion. De toute évidence, ils ont mal interprété les intentions des dirigeants de la L.L.M.I.G. aussi bien que ceux à la tête de la fédération. Ces camarades avaient essayé lors des travaux préparatoires du projet de loi ayant pour objet diverses mesures en faveur de personnes devenues victimes d'actes illégaux de l'occupant

10 Les Sacrifiés

d'ouvrir la voie qui enfin mènerait au C'était donc en 1966 que la LLMIG a mandé l'amendement des dispositions sur les dommages de guerre en se aux modifications votées à ce moment la Chambre des Députés pour l'ajustement rentes-accident. Si la clause additionnelle qu'elle avait été proposée par la le problème des rentes pour dommages de guerre corporels aurait pu être résolue manière satisfaisante.

Mais, hélas! cette proposition fut comme il fut le cas pour tant d'autres par le comité de fédération des VNEF

A partir de là, d'aucun n'aurait dû fausse conclusion que la LLMIG et le de la Fédération des VNEF aient abandonné de leurs revendications vieilles de cinq ans maintenant. Bien au contraire! d'hui comme hier nous revendiquons le calcul des rentes pour dommages de corporels une base uniforme et maximale.

A l'époque, cette revendication faisait partie du programme de la Ligue «Origen».

La L.L.M.I.G., fondée en 1955, a retenu la position 9 d'un manifeste émis le 14 avril la même revendication. Il y est dit:

«Réclame l'abrogation pure et simple du rêté grand-ducal du 24 avril 1954 portant les modalités et la fixation du calcul des dédomnités pour dommages corporels».

Revendique l'uniformité, sans distinction dans l'indemnisation pour dommages corporels, avec effet rétroactif, sans considération aucune des indemnités déjà versées.

Au cours des années suivantes de multiples interventions dans cette direction ont lieu.

En 1961 la commission paritaire avait l'amendement de la loi sur les dommages de guerre. Le texte de la revendication de la L.L.M.I.G. se lisait comme suit:

«La Ligue luxembourgeoise des mutilés et invalides de guerre 1940-1945 tout en référant à son premier mémoire du 14 avril 1956 revendique une base uniforme et maximale pour le calcul de la rente de réparation.»

S'il fallait une preuve supplémentaire de la volonté qui est des intentions et du point de vue de la LLMIG, qui est évidemment aussi celui de la fédération des VNEF, nous n'avons qu'à citer un extrait du rapport de clôture de la commission paritaire mentionnée plus haut, à savoir: «... les représentants de la LLMIG ont insisté au cours des débats un système de réparation à fait nouveau qui nécessiterait la révision complète de la législation en cause. Ce système une rente uniforme serait accordée, rente qui serait toutefois sensible

COUPON. — Abschnitt.

(Est envoyé par le bureau des chèques au titulaire de compte.)

(Wird vom Scheckamt dem Kontoinhaber übersandt.)

Fr

ont été versés sur le compte sind eingezahlt worden auf das Konto

No 31329

par

durch

durch

durch

durch

durch

durch

durch

durch

durch

durch

durch

durch

durch

durch

durch

durch

durch

durch

durch

durch

durch

durch

durch

durch

durch

durch

durch

durch

durch

durch

durch

durch

durch

durch

durch

durch

durch

durch

durch

durch

durch

durch

durch

durch

durch

durch

durch

durch

durch

durch

durch

durch

durch

durch

durch

durch

durch

durch

durch

durch

durch

durch

durch

durch

durch

durch

durch

Adresse de l'expéditeur:
Adresse des Absenders:

Bulletin de Versement. - Zahlkarte

Fr

Les francs en toutes lettres - die Franken in Buchstaben.

ont été versés pour être portés au crédit du compte sind eingezahlt worden zur Gutschrift auf das Konto

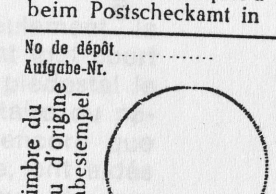
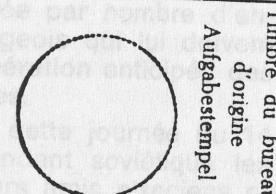
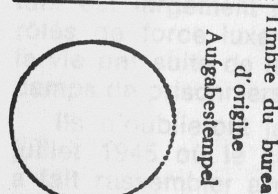
No 31329

de la **Fédération des Victimes du Nazisme**
Enrôlés de Force
LUXEMBOURG

au bureau des chèques à
beim Postscheckamt in

N° de dépôt
Aufgabe-Nr.

Bureau des postes,
Postannahme



hei ofreissen w.i.g.

majorée et atteindrait 9.600 francs pour une invalidité de 100%.

De tout ce qui précède il se dégage nettement de quelle manière les dirigeants des divers organismes des victimes du nazisme enrôlés de force entendent voir réglé le problème des rentes à allouer aux mutilés et invalides de

la dernière Guerre Mondiale et dont ils sont les victimes malgré-eux.

Nous espérons avoir ainsi dissipé tout doute et éliminé toute divergence de vue qui auraient pu se répandre parmi les enrôlés de force.

s.n.

Auch eine Statistik

Unser statistisches Amt in Luxemburg befaßt sich augenblicklich mit einer Volkszählung, verbunden mit einer sogenannten nationalen Bestandsaufnahme. (Inventaire national).

Genau so interessant wäre folgende:

Wieviel Luxemburger wurden im letzten Krieg zwangsrekrutiert?

Wieviel davon sind gefallen oder vermißt?

Wieviele wurden zu Krüppeln?

Wieviele leiden noch heute an den Folgen dieser Zwangsrekrutierung?

Wieviel Luxemburger bekamen, nach dem Kriege, als sogenannte Luxemburger DRITTER KLASSE pro Monat 1.200,- Frs Entschädigung weniger als die Bürger ERSTER KLASSE?

Wieviele gute Luxemburger haben, 1950, für gute Luxemburger ein gutes luxemburgisches Kriegsschädengesetz geschaffen?

Wieviel Luxemburger und welche haben 1959 am Entstehen des deutsch-luxemburgischen Schandvertrages mitgewirkt?

Wieviele schlechte Luxemburger gibt es heute noch, und wieviel gute bekamen für

«selbstlose» Dienste einen bundesdeutschen Orden?

Wieviel luxemburgische Außenminister haben seit 11 Jahren in der Zwangsrekrutiertenfrage etwas versprochen und nichts gehalten?

Wievielen Zwangsrekrutierten wurde das unzulängliche Kriegsschädengesetz samt seinem diskriminatorischen Charakter in den Jahren nach dem letzten Weltkrieg zum fatalen Verhängnis?

Eine solche Erhebung wäre ebenfalls sehr aufschlußreich und es ließen sich manche Schlüsse ziehen.

An den zuständigen Stellen des STATEC liegt es nun, beraten und angespornt durch maßgebliche und gewissenhafte Regierungskreise, diese Statistik aufzustellen, die mit Leichtigkeit noch weiter ausgebaut und entwickelt werden kann. Sogar mit historischer Bedeutung.

Dies wäre in den nächsten Monaten bestimmt interessanter, als fortwährend Fernseher, Radios, und W.C. Anlagen zu addieren.

E.W.

Les Sacrifiés 11

GALERIE BENELUX

Ady Maintz

ESCH-ALZETTE

45-47, rue Léon Jouhaux - Tél.: 54 01 62
Große Möbelausstellung in 6 Stockwerken

CHAUFFAGE

SANITAIRE

Georges Berg

ESCH sur ALZETTE

33, bd Prince Henri

5 29 16

NECROLOGIE



La section de Beckerich-Eil-Redange-Attert des Enrôlés de Force, Victimes du Nazisme, a le triste devoir de faire part du décès de

Madame Veuve Pierre NEY
née Marie Wiltgen

membre de l'Association des Parents des Déportés Militaires Luxembourgeois

Nous lui garderons un souvenir inaltérable.



La Section de Beckerich-Eil-Redange-Attert des Enrôlés de Force, Victimes du Nazisme a le triste devoir de faire part du décès de

Madame Veuve Pierre BISENIUS
née Cathérine Losch

décorée de la médaille de la
Reconnaissance Nationale

Nous lui garderons un souvenir inaltérable

12 Les Sacrifiés



L'Amicale des Enrôlés de Force, victimes du nazisme, section de Niedercorn a le triste devoir de faire part du décès de son membre fondateur

Monsieur Albert JACOBY
46 ans

porteur du ruban en argent.

Nous lui garderons un souvenir ému et inaltérable.

Au nom de tous ses membres affiliés, le comité de la Fédération des Victimes du Nazisme enrôlées de force renouvelle aux familles ainsi éprouvées ses profondes et sincères condoléances.

LETTRES A LA REDACTION

Luxembourg, le 1er janvier 1971

Chers Amis,

Dans la dernière édition «Les Sacrifiés» vous avez signalé dans le cadre d'un juste hommage au Général Charles de Gaulle que pour les incorporés de force d'Alsace et de Lorraine, de Gaulle «restera à tout jamais un libérateur spécial.»

Permettez-moi de vous rappeler à ce sujet que l'affection particulière que nos camarades alsaciens et lorrains portent à ce grand Résistant est largement partagée par nombre d'enrôlés de force luxembourgeois qui lui doivent la vie par suite de leur libération anticipée des camps de prisonniers russes.

Ils n'oublieront jamais cette journée du 14 juillet 1945 où le commandant soviétique les a fait rassembler avec leurs amis alsaciens et lorrains pour leur annoncer la nouvelle inespérée, à ce moment encore, de leur prochaine libération.

En ponctuant cette annonce d'un vigoureux «De Gaulle karascho!», il ne laissait aucun doute sur celui à qui revenait le mérite de notre libération.

Un enrôlé de force luxembourgeois.

N.d.l.r. — Cette déclaration est sans équivoque. C'est donc au Général de Gaulle que revient le mérite de la libération des jeunes Luxembourgeois végétant dans les camps de prisonniers russes. Et alors, notre propre gouvernement en exil à Londres, et après la libération du Grand-Duché et plus tard encore, après la fin des hostilités en mai 1945, d'ailleurs toujours les mêmes gens manoeuvrant au gouvernement de notre patrie, quelle était leur mérite? De toute évidence, aucun!? Et l'on se voit face à une irresponsabilité insensée de ces représentants luxembourgeois d'antan. S'ils abandonnaient les jeunes infortunés des classes 1920 à 1927 à leur propre sort, un sort plus qu'incertain, périlleux et qui plus de 3.000 fois ne connut pas de lendemain, pourquoi alors ces «exilés» leur avaient-ils conseillé sans cesse: «Jongen, låft iwer!»? Lors de notre retour, j'aurais aimé ces mêmes gens nous ont demandé la preuve de notre comportement patriotique durant l'occupation allemande, tandis qu'eux n'ont jamais expliqué leurs actes, leur non-assistance aux personnes en péril.

On en aura vécu des drôles de choses. Et on n'a pas encore fini de vivre . . . !

A la rédaction du «Sacrifiés»

A propos d'une lettre du C.N.R. à M. Werner, Ministre d'Etat.

Messieurs,

Ayant lu la lettre précitée, que vous avez publiée dans le No 1-71 de votre «Sacrifiés»,

page 18, j'ai à coeur de vous faire connaître ci-après mon opinion y relative.

Cette lettre révèle d'une façon pertinente la mentalité médiocre de ses auteurs. En effet, ces derniers font preuve d'un égoïsme inqualifiable par la phrase:

«Si le Gouvernement entend reviser son attitude, nous tenons à l'informer en termes très précis qu'en cas d'une nouvelle modification des dispositions législatives en question la Résistance aura aussi à présenter des revendications qui n'ont pas encore trouvés leur réalisation.»

Ces mots constituent non seulement la preuve que ces Messieurs, se disent tout court «la Résistance», se placent sur le piédestal le plus haut imaginable, le plus solitaire du patriotisme, mais qu'ils considèrent encore que les résistants, qui, durant la guerre, ont aidés les enrôlés de force, sous le risque de leur propre vie, ont rendu service à des indignes, à des Luxembourgeois de 2e classe (pour ne pas employer un autre qualificatif), qui, durant la guerre, ont porté avec fierté le titre honorifique de «Ons Jongen» et qui, aujourd'hui, aux yeux de ces Messieurs du C.N.R., n'en valent plus la chandelle.

Votre rédaction n'aurait même pas eu besoin de souligner que cette lettre est du «Travail commandé» et que diverses organisations de la Résistance s'en sont d'ores et déjà désolidarisées. Pour avoir vécu des précédents, on connaît déjà cette méthode propre à ces Messieurs.

Et, en considérant cette mentalité, on ne peut que se réjouir de ce que, durant la guerre, quand la solidarité décidait sur la vie ou la mort, il y avait bien d'autres hommes à la tête de la Résistance. Car ces hommes-là avaient le sens de la vraie solidarité, qui ne se souciaient aucunement des avantages, ni même des désavantages que leur activités ne leurs procurent.

Que les signataires de la lettre tirent donc la conclusion et n'aient dorénavant plus le culot de se dire la pointe de la Résistance. Car leur mentalité d'aujourd'hui est bien opposée à celle que démontrait la vraie Résistance, celle d'antan!

J'espère vraiment que la prière du C.N.R. soit exhaussée et que le Gouvernement prenne acte de cette lettre. Et j'y ajoute l'espoir qu'il en tire les conséquences, lui aussi. Je suis sûr que celles-ci, vu la solidarité nationale dont parle M. Werner lors de chaque remise de décorations, auront une toute autre teneur que le C. N. R. ne se l'imagine.

Agréez, Messieurs, l'expression de ma considération distinguée.

Un lecteur.

(Le nom et l'adresse du lecteur sont connus à la rédaction.)



Bina und der Krieg



V

Der Alltagsdienst in der Kaserne war ganz gewiß kein Honigschlecken. Er forderte immer wieder körperliche Anstrengungen, die weit über das Durchschnittsmaß im früheren Zivilleben hinausgingen. Hinzu kam noch die moralische Belastung, daß dies alles nicht einem positiven Zweck, sondern vielmehr einem destruktiven Ziel, ja, sogar dem destruktivsten, den es geben kann, nämlich dem Krieg, diene.

Doch wenn dies allein schon eine ungeheuerliche Belastung darstellen mußte, so wurde dieselbe für die Luxemburger noch unsagbar schwerer, da sie ja auf der «falschen Seite», in den Reihen der nazistischen Wehrmacht u. damit gegen jene Soldaten antreten mußten, die für eine Befreiung der unterjochten Heimat kämpften. Ein seelischer Konflikt, den so mancher nicht durchzustehen vermochte!

Es bedurfte schon einer gehörigen Portion Optimismus, um dieser Gefahr zu entgehen. Aber auch diese, von Natur aus gegebene Charaktereigenschaft bedurfte mancher Unterstützung, mancher Hilfen von außen, wenn sie nicht schließlich zu schanden gehen sollte. Eine davon, vielleicht sogar die wirkungsvollste, waren Briefe aus der Heimat, von lieben Bekannten und Freunden. So etwa jener, der Bina erreichte und vom 10. November 1942 datiert war und der begann:

«Dear old Bina,

Thank you ganz vill fir Dei very le'wt Ge-krozels.»

Und es geht weiter auf luxemburgisch:

«Wés Du, an därer Ge'gend, wo' et eso' warm ass, do ass én ongeheieren Wirbelwand amgang, an do erléwe mer elo ausser der Saison eng renaissance vum Tour de France. Hei héscht et grad we' an der «Glocke». Alles rennet, rettet, flüchtet.»

Und einige Zeilen später:

«Hei ons lescht Norichten aus dem Blat «für Wahrheit und Recht» für sämtliche Behörden, also och fir d'Kanone'er:

Unerhörter USA-Angriff auf Algier und Marokko!

(Wider alles Völkerrecht; Abbruch der Beziehungen zwischen Washington und Vichy).

Von amtlicher französischer Seite wurde heute nachmittag folgendes erklärt: Die amerikanische Regierung hat den Krieg auf französisches Territorium getragen und dadurch die Beziehungen mit Frankreich abgebrochen. Landungen in Algier, Oran, Casa-

blanca u. a. Im deutschen Heeresbericht heißt es weiter, daß englische Flugzeuggeschwader am 7./8. Genua erneut angegriffen haben. Die Schäden sind sehr groß und die Zahl der Opfer noch nicht festgestellt. — In Afrika kämpft Italien und Deutschland ruhmreich gegen die überlegene Uebermacht und zieht sich auf neue Stellungen zurück.

Heute, Dienstag, 10. 11. 1942 heißt es: Algier kapituliert, an den anderen Stellen wird noch gekämpft. Oran fast völlig vom Feinde besetzt.

Binchen, hal Dech monter an einsatzsbereit! Ewell et ass gleich 12 Auer.

Dein Noper vun vis-à-vis.

Es mag heute etwas eigenartig klingen, daß Meldungen von Zerstörungen aufmunternd wirken, aber solche, wie die vorstehenden, waren für die Luxemburger damals nicht nur Anzeichen, sondern regelrechte Beweise dafür, daß das Ende des nazistischen Joches und damit der Neubeginn der Freiheit merklich näherrückten. Und sie waren für die luxemburgischen Zwangsrekrutierten ein neuer Hoffnungsstrahl auf eine vielleicht baldige Beendigung ihres Leidensweges. ---

Am darauffolgenden Sonntag durften die Luxemburger, unter Leitung eines Gefreiten, zum ersten Mal das Lager verlassen. Sie hielten darauf in ein Kino zu gehen, in welchem ein dänischer Film gespielt wurde.

Es fing gleich gut an. Als sie in ihren deutschen Uniformen nebeneinander Platz nahmen, zogen sich die Dänen, die schon in dieser Reihe saßen, demonstrativ zurück und nahmen anderswo Platz.

Dann kam der Film. Er hieß: «Nuyhivn 17». Was das bedeuten sollte, wußten unsere Freunde natürlich nicht. So weit reichten ihre dänischen Sprachkenntnisse in keiner Weise. Und auch der Inhalt des Streifens blieb gleichermaßen unverständlich. Bina fragte sich vergeblich, welches Verhältnis zwischen dem jungen Mädchen mit Bubikopf und dem «Alten» bestand; warum die «Andere» den «Einen» nicht bekam, was die «Alte» gegen den «Alten» hatte und warum sich die «Oma» da hineinmischte. Nun, Bina wurde bis auf den heutigen Tag nicht klug aus der Geschichte. Nur eines war ihm genau so klar daran, wie seinen Kameraden: Der Kellner, der mitspielte, hatte den «Bitz» voll bis oben hin! — Sei's drum! —

Am folgenden Dienstag beging Bina ein gar folgenschweres Verbrechen: Er rauchte während der Dienstzeit und wurde dabei von einem Unteroffizier überrascht. Neben der körperlichen Strafe von 20 Liegestützen wurde ihm noch eine «geistige» zudiktiert. Er mußte einen Aufsatz schreiben. Thema: «Das Rauchen in und außer Dienst. — Die Schädlichkeit des Nikotins.» Sein schriftstellerisches

Werk hatte einen ungeahnten Erfolg. Es kam nicht nur zur Kenntnis der ganzen Abteilung, sondern alle Unteroffiziere begannen zu lachen, wenn Bina in ihren Gesichtskreis kam.

Vielleicht lag das daran, daß Bina u.a. folgende Theorie aufgestellt hatte. Eine Reihe von Professoren hatten — wie Bina schrieb — die Schädlichkeit des Nikotins durch Experimente an Kaninchen nachgewiesen, wobei die Tiere starben. Bina seinerseits wies nach, daß Kaninchen ebenfalls durch den übermäßigen Genuß von Kohl eingehen. Woraus sich für ihn die — überaus logische und daher berechtigte — Folgerung ergab, daß der allzu reichliche Gebrauch von Kohl in der Suppe zu unterbinden sei. —

Es ging in die zweite Novemberhälfte. Kein Wunder, daß es vorallem nachts merklich kälter wurde. Dies hatte Folgen, von denen manche unvorhergesehen war. So wurden jeden Tag in der Abteilung 300 Liter Milch getrunken. So sehr dies Getränk auch wegen seiner Nährhaftigkeit geschätzt wurde, so unweigerlich suchte es sich auch seinen natürlichen Weg wieder zum menschlichen Körper hinaus. Und die Kälte drängte sich dabei als wirksamer Hilfsmotor auf. So zogen denn Nacht für Nacht wahre Geleitzüge über den Kasernenhof nach jenem Oertchen, das mit einem international verständlichen Zeichen, einem in die Tür geschnittenen Herzen, gekennzeichnet ist. ---

Während der ganzen Woche hatten die Herren Ausbilder ihre Fantasie gehörig strapaziert, um den Rekruten immer wieder neue Ueberraschungen zu bieten.

So führten sie das sog. Schwenken ein. Wer bei diesem oder jenem Appell auffiel, dem wurde die Mittagsstunde abgekürzt, indem er sich Extrabewegung im Kasernenhof machen durfte. Natürlich unter der fachmännischen Leitung eines Vorgesetzten, der gerne Anregungen gab, wenn man nicht mehr wußte, was man tun sollte. Diese «Anregungen» waren so intensiv, daß die «Behandelten» nach einer solchen «Schwenk»-Parade völlig groggi waren.

Ein anderes, zusätzliches Vergnügen wurde in der Gaskammer geboten. Da der Raum randvoll mit Tränengas beschickt war und die Gasmasken nicht gerade vom allerletzten Modell und dementsprechend undicht waren, da nicht nur «Tanzen und Springen», sondern auch noch Filterwechseln geübt wurde, hatten sich die Augen recht bald an Tränen gewöhnt, so-

daß diese noch am Abend, nach Dienstschluß in so reichem Maße flossen, daß Bina glaubte, die Milchsuppe habe davon einen salzigen Geschmack bekommen. ---

Auch der Sonntagvormittag war kein Grund, Langweile aufkommen zu lassen. Es wurde «Grußabnahme» geübt. Und wer seine Sache zur Zufriedenheit der Vorgesetzten erledigte, hatte am Nachmittag «Ausgang».

Bina und seine Kumpanen schafften es so, daß sie um 2 Uhr das Lager verlassen konnten.

Es war eigenartig: Es sah wahr und wahrhaftig aus, als könnten die Luxemburger ihre großdeutschen «Kameraden» nicht recht leiden. Denn sie hielten sich immer für sich.

Zwei Stunden lang waren sie auf der Suche nach dem, was der Luxemburger auch in Friedenszeiten so gerne tut, wenn er in eine fremde Stadt kommt: Sie suchten nach einem Lokal, das ihnen Gastlichkeit in Form von Essen und Trinken bot. Sie mußten sich zwischendurch auf einer Bank im Park mit einigen Brötchen stärken, bevor sie das richtige Plätzchen fanden, um vor Anker zu gehen. Es war eine reizende altmodische Weinstube, in der sie sich umso rascher wohlfühlten, als die Wirtin ihnen eine Weinkarte präsentierte, deren Dänisch sie sofort verstanden, da es fast ausschließlich aus den Namen sozusagen aller französischen Weinmarken bestand. Was machte es da schon aus, daß die Preise auch dementsprechend waren! Und was tat es, daß die Wirtin mindest angeblich kein Wort Deutsch verstand! Es herrschte schnell ein volles gegenseitiges Verständnis, dem beiderseitige Vorteile entsprangen. Die Luxemburger gaben den Dänen einen Geographie-Unterricht, den diese sehr interessant fanden. Dafür verrieten die Dänen den Luxemburgern eine Quelle, wo man die vielbegehrten Zigaretten gegen Kronen und Buttermarken erstehen konnte.

Und nach einigen Flaschen des edlen Getränkes war die Stimmung so weit gediehen, daß ein nun genehmigter Whisky sie auf den Siedepunkt brachte.

Es war schon recht spät am Abend, als man schließlich aufbrach, eine Rechnung über 45 Kronen in der Tasche und mit sich und der ganzen Welt zufrieden. So sanken sie in ihre «Fallen».

In dieser Nacht schliefen sie herrlich und spürten nichts von der empfindlichen Kälte.

d.f.

(Fortsetzung folgt)

Hu Dir schon dru geduecht Ert Abonnement z'erneieren ?

Fir sein Abonnement op de Sacrifiés z'erneieren, bezuelt én entwéder seng Cotisatioun beim jéweiligen Sektionscaissier oder et verséiertén 60 Frang op de Postscheck 312-29. De Bulletin de versement fann Dir op Seit 11.

Och eng Spicht vum RENERT

4. Gesank

Dass je'den mat dem Alter
Me' weiss göt a gescheit,
Ass wo'er bei de Be'schten
Gené we' bei de Leit.

Mengt nöt, dat gèng vum selwen,
Et fe'l lech an de Scho'ss.
Et göt muench Bölls a Schre'pen
Bis d'Hären öfgesto'ss!

An dat nöt blo'ss no baussen.
Och banne sidd Der wonnd
A ganz zerschönnt an e'meg
Wann d'Gewicht Dir fonnd.

Re'scht da könn Dir erkennen
De' gro'sseg Differenz:
De' eng si rāzeg moer,
De' āner hun dèck Pānz!

De' eng si raffine'ert
an 't gét en ömmer gudd;
De' āner māt an donken
A kre'en dach kén Hutt. - -

De Finett hāt dé Muergen
Sein Heissche fre' verlōss
A gong mat Fra a Kanner
Spaze'eren duerch d'Strōss.

Wāt sollte sie soss mächen?
Hir Bourse, de' war nés blank;
Et blo'we kaum nach Souen
Fir muer eng eidel Schank.

So' si se da getrèppelt -
Dém klenge Mann seng Fréd
Fir dass en öwes midd ass
A gäre leie gét.

Se ko'me lānscht muench Heiser,
De' sche'n a fonkelnei;
Mā och muench ārem Heipchen
Stong schimmeg an der Reih.

Bei engem gro'sse Palais
Konnt kén e Schrèck me' māt:
De Monnd an d'Nues an d'O'ren
Hun hinnen opgestāt,

So' hun se sech gewonnert
We' sche'n en Haus könn sin,
An dass et dat am Ländchen
Fir einfach Leit könn gin.

Wie sollt doranner wunnen?
Bestömmt en dècken Här.
Vleicht én, dén op de Schmelzen
Ganz vīr am Conseil wār?

Se stongen do ze rôden,
Hei gét d'Vīschtdīr jo op.
En Dēnger trōtt derniewent
An neipt ganz de'f seng Kopp.

E le'sst sein Här passe'ren
Voll Oennerdēnglechkét.
De Finett stét ze āfen
We' én, dén neischt verstét.

Well dén, dén do ervīrtrōtt
Matt Schöllren, brét gewuess,
An an de beschte Klēder,
Ass kén, ass we' den Ues!

Dem Finett bleibt de Monnd op,
E kritt en nōtt me' zo'!
An d'āreme Madame Finett
Wéss och nōtt we' a wo'.

«So, Finn», frét d'āreme Frāchen
We' sie den Ues geso'ch,
«Kanns du mer vleicht erklären
We' hien de' Sāch do mo'ch?

Den Ues, dé war dach fre'er
So' ārm ass we' eng Maus;
Sei Stall war me' we' dreckeg.
An haut? Eso' en Haus!

We' konnt dat do gesche'en?
Wo' huet en d'Soue kritt
Fir so' en Dausch ze mächen?
Wāt ass dann do geschitt'?

«Ja», söt dorop de Finett,
«Ech kann et nōt verstōn.
Vleicht ass sei Papp gestuerwen
An hie gong d'lerfschāft frōn.

Vleicht war et och eng Mattant,
De' him vermo'ch hīrt Geld!
Vleicht och d'gro'sst Lo's gewonnen?
't gét bosseg op der Welt!»

We' si nach stinn ze kucken,
Du firt en Auto vīr;
En dèckege Mercedes,
E kinneklech Gefīr!

Den Ues, dén hōlt Allüren
We' e Minister un.
Hien neipt de Kapp voll Gnoden
A löft en Grōtz seng Dunn.

Den Dēnger rappt em d'Dir op;
Den Ues klōmmt lues erān,
Wēnkt mat der Hand dem Chauffeur
Fir den Départ ze māt.

A we' en, de'f am Polster,
Duerch d'Puert erausgefūr,
Du go'f en d'ganz Familligen
Vum Finett och gewuer.

Fir d'escht wollt hien se gre'ssen;
Du dre't e vīf de Kapp:
Eso' e klenkt Gerābbels
Ass Loft! An domatt ab!

De Finett stong ze kucken
A konnt et nōt verstōn,
Dass én, dén hien so' kannt huet,
Elo so' lānscht ge'f gōn!

Wo'roper sollt et fo'ssen,
Dass dén so' agebillt?
Et konnt dach nōmnen d'Geld sin
Duerch dat en sech gefillt!

Ewell a sengem Gärtchen
Do ass nōt vill gewues.
Hie war do, we' sein Numm sét,
E richt'ge klengen Ues.

We' sollt de Finett wōssen,
Dass én, dé géschteg lues,
Nōt ömmer domm muss fālen
A landen op der Nues?!

Mā Finett ko'm derhannert
We' hien de' ganz Geschicht
Vu viren un bis hannen
Erfuer an önnersicht.

Du gong em d'Speicherlicht op,
Dass e'erlech ganz sche'n
Ka sin, mā dass é méschstens
Dobei nōt könn zu Spe'n.

Wien haut wōllt se'er reich gin
An och e gro'ssen Här,
Muss jidd Stre'halleh hiewen
Zu enger Staatsaffār.

Well nōmnen, wien ze schēngen
An ze bestieche wéss,
Kann aus der Mass sech hiewen
Bis an den hēchste Kréss.

Wien ömmer sche' bescheiden
Am de'fste Schied sech hāllt,
Dén duerf sech och nōt wonn'ren,
Wann d'Sonn nōt op hie fāllt.

Mā wien ervīr wōllt stiechen,
Wie gāre wier bekannt,
Dé mècht all Heip zur Villa,
All Mèck zum Elefant!

Kreizwé vu Kröschtdâg bis Neijâr

De 24. Dezember 1944 — Zenter e puer
Dég leien ech hei, eleng önnner lauter Preisen,
an engem Bunker vum «Westwall», e'erens am
Saargebiet! Mar ass Kröschtdâg! A we' se eis
den 1. September aus dem Gronn op Wittlech
gefe'ert hun, hu mer gemengt, fir Allerhelgen
wire mer dach secher dohém! A we' mer Aller-
helgen zu Torgau «Plus près de toi, mon Dieu»
gesong hun, du hu mer gehofft, fir Kröschtdâg
dach befreit ze sen! A mar ass Kröschtdâg!
Gester söt eisen neie Chef, de Ritterkreuztrā-
ger Generalmajor Kurt Freiherr von Mühlen,
eis Instruktiō'nen gin: «Wer nach rückwärts
Boden gewinnt, wird erschossen, — es gibt nur
eins: Den Bunker halten oder im Bunker ster-
ben! Wer verwundet wird und ohne sein Ge-
wehr zurückkommt, wird erschossen! Wer 10
Amerikaner erschossen hat, bekommt 8 Tage
Urlaub! Wenn beim Schanzen Tiefflieger an-
greifen, wird nicht Deckung gesucht, sondern
auf die Kerle geschossen! Wer einen herunter-
holt, bekommt 10 Tage Urlaub!» Nén, hanner-
rècks läfen ech bestömmt net oni Flōnt, awer
we' wir et, wann é bei d'Amerikaner kim? Op
de' én och ersche'ssen, wann én oni Flōnt u-
könn? Dat war meng Hoffnong, we' ech den
ischen Dezember zu Torgau entloss guf «mit
Strafaufschub bis nach dem Krieg.» De' Hoff-
nong ass gewuess mat all Meter, dé mer der
Westfront mi nō komm sen. 200 km sen et bis
hém - d'Mündungsfeier vun der amerikanischer
Artillerie geseit én um Horizont.

Em 12 Auer trōtt d'ganz Companie virum
Companiechef sengem Bunker un, fir dém seng

«Weihnachtsgrüße» entge'nt ze hollen. Lang
Rieden vun Tapferkeit, Endsieg, Vorsehung,
Gerechtigkeit, Vernichtung vun de jüdisch-plu-
tokratisch-bolschewistische Weltfeinden! - Dat
klenkt net no Kröschtdâg. We' kann och e
Preis sich nach eppes virstellen önnner dém
Dâg, wo' d'Engelcher gesongen hun: «Pax ho-
minibus bonae voluntatis!»?

Zum Schluß sét en da ganz beiléfeg: «Da
wir heute abend verladen werden, will ich noch
kurz auf das Verhalten beim Transport einge-
hen - - -». Also dat soll eise Kröschtdâg sen: Op
den helligen Owend a Ve'hwaggoen verlueden
net mol de' Nuecht solle mer ro'heg schlofen
a vum Fridden drēme können!

Em zōo' Auer, mir se grad am gāng, eis
«Weihnachtsbescherung» ze verdēlen (e puer
Jonggeselleknāpp, e Kamp, Briquets-Benzin,
an 2 »Weihnachtsstollen« zu drei Mann), do
gèt eng Hell iwer eis lass! E ganzen Trapp «Ja-
bos»! Kaum sen se iwer eis weg do gèt den
Danz lass: Www - - -ummm, Wwwww-umm, rat-
tattattaat, - - eng Ve'relstonn an engem Stéck!
Net lāng am Fong, awer lāng genug, fir d'Gare
vu Lebach, op dēr mir den Owend sollen ver-
luede gin, total ömzēplo'en! Wann émol e
Preiss sich iwer e Fliegerugreff gefrèt hot, da
war et hei! D'ganz Companie ass geckig vu
Fréd. Sie feiern och le'wer den «heiligen
Abend» am Bunker we' an engem Ve'hwaggo.

Mir mächen d'Rimmen vun eisem «Sturmge-
päck» rem lass, finken de Kröstbēmchen un,
léen eis op eis dreistāckeg Brōtschen a san-

gen, an erzelen vun dohém, a béden zu dem, den der Welt emol de Fridde bruecht hot, e Fridden, den eis Zeit net mi verstét, - a lues a lues get et stöll am Bunker, Nömmen de Kröstbémche brennt nach, bis eng Flâm no der anerer an dem dompige Bunker ausgèt. Ech ka lâng net schlofen, ech sen dohém, son dem Kröstkönneche merci, datt et mer dach e bessche vun sengem Fridden, vun der de'wer, helliger Kröstdagsro'h geschenkt hot, - bis gènt 11 Auer èn eragestirmt könn. De Posten vum Chefbunker: «Sofort fertig machen, in einer halben Stunde tritt die ganze Kompanie beim Chefbunker an, marschbereit. Da der Bahnhof zerstört ist, marschieren wir!»

Gènt Hallefnuecht sti mer fêrdeg fir fort! An den O'ere summt et mer nach: «Wat ass dât fir e kloert Licht, dât d'Hirden nuets gesin - a «Pax hominibus bonae voluntatis» - a mir stinn hei, hei an do blötzt eng verdunkelt Täschelecht op a belicht Gestalten, de' vun uewe bis önnen a Waffen stinn, Handgranaten, Muni-Kösten, Maschinegewehr — an do vir, wu all puer Minutten e Feierschein de' deischer Nuecht opreisst, do sterwen der all Ablack eng hallef Dosen, well d'Welt dat Friddenslichten vu vir 1944 Jâr net verstoe wöilt. An deser helliger Stonn muss mir eis fêrdeg mâchen, fir och se'er genug dohin ze kommen, wu mer solle frém Mönnsche muerden, de' mer nie gesin hun.

Ech fâlen well bâl vun de Bèn, nömmen hei ze warden. De' 7 Me'nt an de Prisongen vu Letzeburg, Wittlech, Butzbach an Torgau waren eng schlecht Virberédong op so' Nuetsmärsch iwer spiegelglât Strossen mat Gepäck an MG. oder Munitio'nsköschten. A kè Mönnsch bei mer, dem ich ka son: «Höllef mer, ich kommen aus dem Prisong. Wann eppes mich stârkmécht, dann ass et de' Hoffnung: Et gèt un Front, bei d'Amerikaner! A vun do an die befreit Hémicht! En anere Wè get et net!

No onendleche Marschstonnen komme mer an en Duerf. Wiesbach. Do'tmidd sti mer stonnelang an der Kêlt ze warden. Et ass verbueden, d'Gepäck ne'erzeléen, well et kann all Abléck Uerder kommen fir virun . . . Endleche duerfe mer dach an eng Scheier krauchen, well den Tross mat sengen âlen ausgehengerter Pârd net nokennt. Ech leien um Scheierdenn op engem Kippchen Hè. De Wand ble'et önneder Dir ran. Kaum vun Iwermiddigt entschlof, erwächt èn rem vu Kêlt. Gènt de Muergen get Léwen am Haus. Eng Fra könn an d'Scheier a fönnt eis. Si rifft eis an d'Stuff, mecht eis e Feier an den Uewen. Ech fannen e Gebébuch op der Fönster. Kröstdâg! Soll hei eng Kirchsén? Soll èn net hei op Kröstdag können eng Mass kreien? Ech wöilt awer d'Fra froen, wann se röm könn! Dohém gin se lo aus der Fre'hmass hèm, de Krösbémchen get ugefang - - ech drèmen. Op èmol erwächen ich, hènke kromm um Stull, Blei an de Glidder, de Réck we'h. Ech lèe mich önneder den Dösch, de Kapp op de «Brotbeutel» a schlofen an engem Stéck bis nomöttes 4 Auer. Et gôt lues deischer. E Mann lêft vun Haus zu Haus: «Sammeln, entre-

ten.» Et gèt virun. Verpflegung get et nett, opp Kröstdag, keng, well den Tross eis nach ömmer net rem huet. De' hun e Rad gebrach. Durch deischer Nuecht gèt et virun. Trotz der Verdunklung geseit èn hei an do de Schimmer vun engem Krösbémchen hannert engel Fönster. Su ass et och dohém. Eng gemittlechwarm Stuff, e Krösbémchen, e Radio, eng Gele Piano, Feiertagsstömmong am Hèrz - - a mit gin an den Do't, hongrig a midd, oni lessen op Kröschtdâg. Hei an do könn eng Fra aus engem Haus, récht der ischter Rott vun der Marschkolonn e puer Kichelcher. Bis an die zwèt Rott könn kèmol eppes derfun. Alles für einen. Was dein ist, ist auch mein, und was mein ist, geht dich gar nichts an!

Gènt eng Auer an der Nuecht komme mer zu Limbach un. Eng hallef Dosen sen der Önnernwè Zesummegefall. Et schengen nach mer Schwächer derbei ze sen, we' ech. De Chef den a möllen Offize'ersstiwelen virop marsche'ert ass, oni Gepäck, nömmen eng Pistolin. Wie aus einem Altersheim wackeln sie daher! Morgen früh um 7 Uhr ist Gewehrappell, den ich selbst vornehmen werde! Mir können an eist Quartier gon. En Theatersall an engem Wirtschaft. Ir mer un d'Leie kommen, ass e halwer 12 Auer. 5 Stonne Schlof, an da se'er d'Gewehr gebotzt! Wen awer beim Appell fehlt, ass den Hèr Oberleutnant! Am Do könne mer eis a Privatheiser ophalen, eis wërmen, èssen, schlofen, we' mer wöllen. D'Leit hun all Kuch an Târt. «Es ist doch alles Sch . . . ; Ehe der Amerikaner kommt, wollen wir doch noch eine Woche gut leben. Dann müssen wir doch fort.» Et get schwarz geschluecht, datt et néwelt à krächt. (Gött fortgesât.) M.D.

Rodange-Lamadelaïne

Le 8 novembre 1970, la section Rodange-Lamadelaïne a tenu son assemblée générale statutaire au café Jules Gaspar à Rodange, en présence d'une nombreuse assistance. Y assistait également M. René Watry, représentant de l'armée secrète.

Après les différents rapports du président, du secrétaire et du caissier, ce fut le camarade B. Jacob, représentant du comité central des V.N.E.F. qui informa l'audience sur les travaux et pourparlers en cours pour que satisfaction soit donnée, une fois pour toute, aux anciens déportés à la Wehrmacht et à ceux déportés aux divers services para-militaires de l'occupant allemand.

Le comité en exercice a été reconduit dans ses fonctions respectives par acclamations de l'assemblée, soit: M. Albert Schaul, président; M. Jacques Reiland, vice-président et délégué des parents; Mme Francine Wohl, vice-présidente et déléguée des jeunes filles enrôlées de force; M. Louis Roth, secrétaire; M. J.-P. Buchler, trésorier; Mme Eugène Steinmetz, Henri Grethen, Paul Glodt, Roger Libert, Marcel Banz, Edouard Schroder et Jean Haeck, membres.

W.M.F. Kaffee Maschinen
CIBALI Espresso
GASTRONOM Geschirrspülmaschinen
für Großküchen, Restaurants, Cafés, Bars
Direkt-Import - Kundendienst
Josy Juckem Luxembourg
60 62, rue de Strasbourg - Tel. 48 46 33

Matgédelt vum
Fédérationunnscomité.

Dest ass eng Proposition vun eis. Et dârt selbsterständlech jederen sech am Bureau vum Service social présenteren, ob ugemellt oder nôt, an dat zu der Zeit, déi him am geléinsten ass.

Fier dat an Zoukunft këngem eppes Aehnlechtes widderfirt, proposéiere mir all dene Komeroden oder sossweil Interessenten, sech am Viraus töschend dénen neuen genannten Zeiten um Telefon Nr. 48 32 32 e Rendez-vous fir den nächsten Donneschtag ze froen. Domatt ass e secher, de Wé an Stadt nôt emsoss ze machen.

Zënter dass den «Service social aux enrôlés de force» um 9, rue du Fort Ellisabeth, Letzeburg-Gare, installéert ass an do fonktionnéiert, hu mer festigestallt, dass all Donneschtes nomöttes vill Leit töschend halwer 3 an halwer 7 Auer hir Do-léancen do vierdroen. Et kuum verschiedentlech vir, dass en eilech Komeroden lang hu missen warden, an anerer hun onverrichteter Deng nes hémgoe mussen.

A V I S

Importation directes des plus beaux modèles - dans tous les styles - à tous les prix - choix immense - des prix réellement de gros (jusqu'à 30 % de remise).
Visitez sans engagement nos salles d'exposition

40, avenue G.D. Charlotte Tel 511717

D U D E L A N G E
J. Weirich

Seulement le spécialiste peut vous offrir les meilleures conditions

Polstermübel en gros
MEUBLES de SALON
Nous sommes spécialisés en

Orchester: «Andy and his Boys»

Nuecht — Danz frei.

Entrée 20 Frang — Tombola — Frei

20. Auer.

am Café de la Gare (beim Margot) zu Berchem e Samstag, den 6. Maerz oem

Groesse Bal

D'entrôlés de Force aus dem Reservé bann invitéeren all hir Frenn a Member op hiren

LUXEMBOURG
RENE KIEFFER et Cie
Prêt à porter masculin
ETTELBRUCK

63, Avenue de la Gare, LUXEMBOURG
COUTURE COLISEE
Prêt à porter féminin

LES SPECIALISTES
DU BEAU VETEMENT

c'est ce que vous offrent

UNE QUALITE SELECTE
ET UN SERVICE PARFAIT
UN CHOIX ENORME